



25-07-2013

La reprise des négociations entre israéliens et palestiniens : encore un leurre

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry a annoncé le 19 juillet lors d'un voyage dans la région qu'un accord avait été trouvé pour la reprise des négociations entre israéliens et palestiniens, interrompues depuis trois ans. Dès la fin juillet, les négociateurs devront se retrouver aux Etats-Unis... Mais **il n'y aura pas de gel de la colonisation israélienne**. C'est pourtant la condition *sine qua non* que les Palestiniens ont formulée.

Le Fatah réclame à John Kerry de revoir sa copie et de modifier sa proposition de reprise des négociations avec Israël, réclamant notamment une référence aux lignes frontalières de 1967.

"Le Comité central du parti a plusieurs exigences pour revenir aux négociations, la plus importante étant que Kerry annonce qu'il appelle à des négociations fondées sur le principe de deux Etats sur les frontières de 1967" précise ainsi le secrétaire général du Conseil révolutionnaire du Fatah, Amine Maqboul.

Le président américain Barack Obama l'avait également exigée d'Israël au début de son premier mandat... Ce temps écoulé a permis aux Israéliens d'en profiter pour accroître davantage la colonisation et changer la géographie du territoire afin d'obtenir une majorité juive à Jérusalem. En construisant des colonies, ils ont isolé les villes palestiniennes... morcelé le territoire.

L'économie palestinienne est asphyxiée. Le chômage va atteindre 24% en Cisjordanie et 31% à Gaza.

Les Palestiniens ont conscience que les souffrances de l'occupation ne sont pas finies et ils ne sont pas convaincus par ce processus de paix qui se présente plus comme une tentative d'étouffer définitivement les revendications palestiniennes. D'autant que pour bénéficier d'un plan d'investissements étranger, la Palestine devra reprendre les pourparlers avec Israël.

Des conditions sont sans cesse exigées des palestiniens, aucune envers les Israéliens qui refusent toujours la libération des prisonniers, chaque fois avec de nouveaux prétextes, ils ont même créé des catégories de dangerosité entre les prisonniers.

Pourquoi les « négociations » n'avancent-elles pas ?

Parce qu'Israël est une pièce maîtresse dans le dispositif géographique de l'impérialisme US pour contrôler cette région.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry, une équipe d'experts internationaux planchent actuellement sur un plan de relance de l'économie palestinienne... Le

plan ne serait activable qu'en cas de redémarrage du processus de paix. Les américains ont choisi Tony Blair, l'ancien premier ministre britannique fidèle valet des américains, en témoigne sa totale soumission lors du conflit contre l'Irak, pour imposer leur plan.

Avec les intérêts en jeu dans cette région du monde, on peut toujours craindre le pire pour les palestiniens face à Israël soutenu sans faille par les USA et les occidentaux.

Que dit Mariam Sherman, responsable de la Cisjordanie et de la bande de Gaza à la Banque mondiale, elle déplore en effet que " *le moteur de la croissance palestinienne soit en grande partie le fruit des dons étrangers*". Elle estime que cette situation " *n'est pas tenable à long terme*" et souhaite " *plus d'investissements dans le secteur privé*".

Ce plan consisterait en une relance de l'économie palestinienne par des capitaux privés... Il viserait à attirer quatre milliards de dollars d'investissements dans huit secteurs cruciaux de l'économie palestinienne dans les trois prochaines années.

Mais cette manne financière envisagée pour les huit secteurs ciblés (bâtiment/logement, matériaux de construction, tourisme, industrie manufacturière légère, agriculture, énergie, eau et technologies de l'information) sont sous le contrôle d'Israël. Le gouvernement de Benyamin Netanyahu restreint la libre circulation des biens, des capitaux et des personnes dans les territoires palestiniens. Ce fameux plan n'est en fait qu'une mise sous tutelle de la Palestine à l'Etat d'Israël.

L'ONU doit se prononcer pour un Etat Palestinien. Le peuple palestinien doit décider librement de son avenir dans un Etat indépendant. Israël viole toutes les lois internationales depuis plus de 40 ans.

La France doit rompre ses relations avec l'Etat d'Israël jusqu'à ce qu'il libère la Palestine, c'est ce que propose communistes.

www.sitecommunistes.org